

Journal officiel

des

Communautés européennes

15^e année n° L 76

29 mars 1972

Édition de langue française

Législation

Sommaire

I *Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité*

Règlement (CEE) n° 619/72 de la Commission, du 23 mars 1972, déterminant les montants des éléments mobiles et les droits additionnels applicables, pendant le deuxième trimestre de l'année 1972, à l'importation dans la Communauté des marchandises relevant du règlement (CEE) n° 1059/69 du Conseil	1
Règlement (CEE) n° 620/72 de la Commission, du 28 mars 1972, fixant les prélèvements applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle	14
Règlement (CEE) n° 621/72 de la Commission, du 28 mars 1972, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt	16
Règlement (CEE) n° 622/72 de la Commission, du 28 mars 1972, modifiant le correctif applicable à la restitution pour les céréales	18
Règlement (CEE) n° 623/72 de la Commission, du 28 mars 1972, fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut	19
Règlement (CEE) n° 624/72 de la Commission, du 28 mars 1972, fixant les prix moyens à la production dans le secteur du vin	20
Règlement (CEE) n° 625/72 de la Commission, du 28 mars 1972, prorogeant la durée de validité de certains certificats d'importation dans le secteur de la viande bovine	22
Règlement (CEE) n° 626/72 de la Commission, du 28 mars 1972, relatif à la fourniture de lait écrémé en poudre destiné à l'Inde à titre d'aide communautaire au programme alimentaire mondial	23
Règlement (CEE) n° 627/72 de la Commission, du 28 mars 1972, relatif à la fourniture de lait écrémé en poudre destiné à la Colombie à titre d'aide communautaire au programme alimentaire mondial	24
Règlement (CEE) n° 628/72 de la Commission, du 28 mars 1972, portant deuxième modification du règlement (CEE) n° 1027/68 relatif à la détermination des prix des veaux et des gros bovins constatés sur les marchés représentatifs de la Communauté	25

Sommaire (suite)

II *Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité*

Commission

72/145/CECA :

Décision de la Commission, du 8 mars 1972, prorogeant l'autorisation de la vente en commun de combustibles des Houillères du bassin de Lorraine et de la Saarbergwerke AG par la «Saarlör» 30

72/146/CEE :

Décision de la Commission, du 14 mars 1972, relative à la non-application de la taxe à l'exportation prévue au règlement (CEE) n° 2227/71, à une livraison de lait écrémé en poudre dans le cadre de l'aide alimentaire 32

72/147/CEE :

Décision de la Commission, du 15 mars 1972, relative à l'ouverture d'une adjudication permanente pour l'exportation de 7 089 tonnes de seigle détenues par l'organisme d'intervention belge 33

72/148/CEE :

Décision de la Commission, du 15 mars 1972, relative à l'ouverture d'une adjudication permanente pour l'exportation de 10 765 tonnes de seigle détenues par l'organisme d'intervention néerlandais 35

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CEE) N° 619/72 DE LA COMMISSION
du 23 mars 1972

déterminant les montants des éléments mobiles et les droits additionnels applicables, pendant le deuxième trimestre de l'année 1972, à l'importation dans la Communauté des marchandises relevant du règlement (CEE) n° 1059/69 du Conseil

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1059/69 du Conseil, du 28 mai 1969, déterminant le régime d'échanges applicables à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 609/72 ⁽²⁾, et notamment ses articles 6, 7 et 8,

considérant que le règlement (CEE) n° 1060/69 du Conseil, du 28 mai 1969 ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2067/71 ⁽⁴⁾, a fixé les quantités de produits de base considérés comme étant entrées dans la fabrication des marchandises relevant du règlement (CEE) n° 1059/69 ;

considérant que les règles à suivre pour le calcul de l'élément mobile applicable à chacune de ces marchandises sont fixées à l'article 6 paragraphes 1 et 2 du règlement (CEE) n° 1059/69 ;

considérant que les prix de seuil valables pendant la campagne 1971/1972 pour le lait et les produits laitiers n'avaient pas été arrêtés par le Conseil au 15 mars 1972 ;

considérant que, conformément à l'article 7 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1059/69, lorsqu'une des données à prendre en considération pour le calcul de l'élément mobile n'a pas été arrêtée le 15 du mois précédant le trimestre pour lequel cet élément mobile doit être déterminé, la Commission procède au calcul de l'élément mobile en retenant, en lieu et place de l'élément de calcul qui fait défaut, celui qui a été pris en considération pour le calcul de l'élément mobile applicable pendant le trimestre en cours ;

considérant que, compte tenu de ces dispositions et sans préjudice de la fixation ultérieure d'éléments mobiles rectifiés conformément à l'article 7 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1059/69, les moyennes des prix de seuil à prendre en considération pour les mois d'avril, mai et juin 1972, en ce qui concerne les produits de base visés à l'article 2 de ce règlement, s'établissent comme suit :

Céréales

(en UC/100 kg)

	Blé tendre	Blé dur	Seigle	Orge	Maïs	Riz décortiqué à grains longs	Riz en brisures
Prix commun	11,652	13,542	10,627	10,406	10,076	22,630	12,500

Produits laitiers

(en UC/100 kg)

	Lait écrémé en poudre	Lait entier en poudre	Beurre
Prix commun	60,000	109,300	195,800

⁽¹⁾ JO n° L 141 du 12. 6. 1969, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 75 du 28. 3. 1972, p. 6.

⁽³⁾ JO n° L 141 du 12. 6. 1969, p. 7.

⁽⁴⁾ JO n° L 219 du 29. 9. 1971, p. 2.

Sucres de betteraves et de canne, à l'état solide ; mélasses

(en UC/100 kg)

	Sucre blanc	Mélasses
Prix commun	26,300	3,200

considérant que, conformément à l'article 6 paragraphe 3 premier alinéa du règlement (CEE) n° 1059/69, lorsque, en vertu des règlements portant organisation commune des marchés, une restitution à la production ou une aide est applicable dans tous les États membres en ce qui concerne, soit les produits de base, soit les produits qui leur sont assimilés en vertu de l'article 3 dudit règlement, le montant de l'élément mobile doit être calculé en retenant, en lieu et place de la moyenne des prix de seuil, le prix résultant de l'application de ces mesures ; que l'article 3 du règlement (CEE) n° 1060/69 a déterminé les marchandises auxquelles ces dispositions sont applicables ;

considérant que, conformément à l'article 1^{er} paragraphe 1 premier alinéa du règlement n° 371/69/CEE du Conseil, du 25 juillet 1967, fixant les restitutions à la production pour les amidons, la fécule et le quellmehl⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2273/70⁽²⁾, les États membres accordent une restitution à la production du maïs destiné à la fabrication de l'amidon et du quellmehl égale à la différence, par 100 kg, entre le prix de seuil de cette céréale et 6,80 unités de compte ; que, en application de l'article 14 paragraphe 3 deuxième alinéa du règlement (CEE) n°

1059/69, il ne doit pas être tenu compte, lors de la détermination des montants des éléments mobiles, de la majoration de la restitution accordée en Italie conformément à l'article 1^{er} paragraphe 1 deuxième alinéa du règlement n° 371/67/CEE ;

considérant que, conformément à l'article 5 du règlement (CEE) n° 765/68 du Conseil, du 18 juin 1968, établissant les règles générales applicables à la restitution à la production pour le sucre utilisé dans l'industrie chimique⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2723/71⁽⁴⁾, le sucre blanc utilisé pour la fabrication des produits visés à l'annexe I dudit règlement est, jusqu'au 30 juin 1975, mis à la disposition de l'industrie chimique à un prix égal à 13,30 unités de compte par 100 kg ;

considérant que, pour ce qui concerne les produits de base visés à l'article 2 du règlement (CEE) n° 1059/69, les moyennes des prix caf (à l'exception des prix caf spéciaux) ou des prix franco frontières, selon le cas, retenus pour la fixation des prélèvements applicables à chacun d'eux, calculées sur la période constituée par les mois de janvier et février et les quinze premiers jours du mois de mars 1972, s'établissent comme suit :

Céréales

(en UC/100 kg)

	Blé tendre	Blé dur	Seigle	Orge	Maïs	Riz décortiqué à grains longs	Riz en brisures
Tous États membres	5,523	6,780	5,132	6,200	5,613	10,558	7,964

Produits laitiers

(en UC/100 kg)

	Lait écrémé en poudre	Lait entier en poudre	Beurre
Tous États membres	65,513	78,307	129,548

Sucres de betteraves et de canne, à l'état solide ; mélasses

(en UC/100 kg)

	Sucre blanc	Mélasses
Tous États membres	19,549	3,492

⁽¹⁾ JO n° 174 du 31. 7. 1967, p. 40.
⁽²⁾ JO n° L 246 du 12. 11. 1970, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 143 du 25. 6. 1968, p. 1.
⁽⁴⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 2.

considérant que le tarif douanier commun prévoit, pour certaines marchandises relevant du règlement (CEE) n° 1059/69, un maximum de perception comportant un droit additionnel sur les sucres divers calculés en saccharose (das) ou sur la farine (daf) ; que les règles à suivre pour le calcul de ce droit additionnel sont fixées à l'article 8 paragraphes 2 et 3 dudit règlement ; que, conformément au paragraphe 4 de ce même article, la Commission détermine trimestriellement, d'une part, le montant des droits additionnels, d'autre part, les différences de prix servant au calcul des droits additionnels ;

considérant que les moyennes des prix de seuil des farines de blé tendre et de seigle à prendre en considération pour les mois d'avril, mai et juin 1972 s'établissent comme suit :

(en UC/100 kg)

	Farine de blé tendre	Farine de seigle
Prix commun	17,714	16,500

que les moyennes des prix caf retenus pour la fixation des prélèvements applicables aux farines considérées, calculées sur la période constituée par les mois de janvier et de février et les quinze premiers jours du mois de mars 1972, s'établissent comme suit :

(in UC/100 kg)

	Farine de blé tendre	Farine de seigle
Tous États membres	7,826	7,715

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Sans préjudice de la fixation, dans les conditions prévues à l'article 7 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1059/69, d'éléments mobiles rectifiés en ce qui concerne les marchandises contenant du lait ou des produits laitiers, les montants des éléments mobiles à percevoir, pendant la période du 1^{er} avril au 30 juin 1972 inclus, à l'importation dans la Communauté des marchandises relevant dudit règlement, sont ceux indiqués en unités de compte au tableau figurant à l'annexe I.

Article 2

Pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 1972 inclus :

a) les montants des droits additionnels sur les sucres divers calculés en saccharose (das) ou sur la farine (daf) déterminés selon les dispositions de l'article 8 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1059/69 sont ceux indiqués en unités de compte au tableau figurant à l'annexe II ;

b) les différences de prix afférentes au sucre blanc et aux farines de blé tendre et de seigle, visées à l'article 8 paragraphe 2 sous a) du règlement (CEE) n° 1059/69, sont celles indiquées en unités de compte au tableau figurant à l'annexe III.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} avril 1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 23 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSCHOLT

ANNEXE I — ANHANG I — ALLEGATO I — BIJLAGE I ⁽¹⁾

Montants des éléments mobiles (par 100 kg de marchandises) applicables, à compter du 1^{er} avril et jusqu'au 30 juin 1972, à l'importation dans la Communauté

Bewegliche Teilbeträge bei der Einfuhr in die Gemeinschaft (pro 100 kg Waren), anwendbar vom 1. April bis 30. Juni 1972

Importi degli elementi mobili all'importazione nella Comunità (di 100 kg di merci) validi dal 1° aprile al 30 giugno 1972

Bedragen van de variabele elementen die van 1 april tot en met 30 juni 1972 van toepassing zijn bij de invoer in de Gemeenschap (per 100 kg goederen)

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	U.C./RE	Etat membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat					
		Belgique/ België FB	Deutschland (BR) DM	France FF	Italia Lit.	Luxembourg Flux.	Nederland Fl.
17.04 B I	4,27	213,50	15,63	23,72	2 669	213,50	15,46
17.04 B II	4,92	246,00	18,01	27,33	3 075	246,00	17,81
17.04 C	9,24	462,00	33,82	51,32	5 775	462,00	33,45
17.04 D I a)	2,36	118,00	8,64	13,11	1 475	118,00	8,54
17.04 D I b) 1	2,07	103,50	7,58	11,50	1 294	103,50	7,49
17.04 D I b) 2	2,93	146,50	10,72	16,27	1 831	146,50	10,61
17.04 D I b) 3 aa)	3,80	190,00	13,91	21,11	2 375	190,00	13,76
17.04 D I b) 3 bb)	6,23	311,50	22,80	34,60	3 894	311,50	22,55
17.04 D I b) 4	4,57	228,50	16,73	25,38	2 856	228,50	16,54
17.04 D I b) 5	5,05	252,50	18,48	28,05	3 156	252,50	18,28
17.04 D I b) 6	5,54	277,00	20,28	30,77	3 463	277,00	20,05
17.04 D I b) 7	5,93	296,50	21,70	32,94	3 706	296,50	21,47
17.04 D I b) 8	6,41	320,50	23,46	35,60	4 006	320,50	23,20
17.04 D II a)	7,94	397,00	29,06	44,10	4 963	397,00	28,74
17.04 D II b) 1	8,27	413,50	30,27	45,93	5 169	413,50	29,94
17.04 D II b) 2	9,47	473,50	34,66	52,60	5 919	473,50	34,28
17.04 D II b) 3	9,08	454,00	33,23	50,43	5 675	454,00	32,87
17.04 D II b) 4	7,88	394,00	28,84	43,77	4 925	394,00	28,53
18.06 A I	4,05	202,50	14,82	22,49	2 531	202,50	14,66
18.06 A II	5,06	253,00	18,52	28,10	3 163	253,00	18,32

⁽¹⁾ Les équivalences en monnaies nationales des montants en unités de compte ne sont données qu'à titre d'information.

Die den Beträgen in Rechnungseinheiten entsprechenden Wertangaben in den nationalen Währungen erfolgen nur zur Information.

Il cambio, nelle monete nazionali, degli importi espressi in unità di conto è dato solamente a titolo informativo.

De gelijkwaardigheid van de bedragen in rekeneenheden, uitgedrukt in nationale muntwaarde, is slechts bij wijze van toelichting vermeld.

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	U.C./RE	Etat membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat					
		Belgique/ België FB	Deutschland (BR) DM	France FF	Italia Lit.	Luxembourg Flux.	Nederland Fl.
18.06 A III	6,75	337,50	24,71	37,49	4 219	337,50	24,44
18.06 B I	1,69	84,50	6,19	9,39	1 056	84,50	6,12
18.06 B II a)	8,48	424,00	31,04	47,10	5 300	424,00	30,70
18.06 B II b)	12,20	610,00	44,65	67,76	7 625	610,00	44,16
18.06 C I	7,77	388,50	28,44	43,16	4 856	388,50	28,13
18.06 C II a) 1	3,04	152,00	11,13	16,88	1 900	152,00	11,00
18.06 C II a) 2	3,71	185,50	13,58	20,61	2 319	185,50	13,43
18.06 C II b) 1	7,12	356,00	26,06	39,55	4 450	356,00	25,77
18.06 C II b) 2	8,67	433,50	31,73	48,15	5 419	433,50	31,39
18.06 C II b) 3	10,19	509,50	37,30	56,60	6 369	509,50	36,89
18.06 C II b) 4	12,05	602,50	44,10	66,93	7 531	602,50	43,62
18.06 D I a)	0,68	34,00	2,49	3,78	425	34,00	2,46
18.06 D I b)	0,68	34,00	2,49	3,78	425	34,00	2,46
18.06 D II a) 1	8,33	416,50	30,49	46,27	5 206	416,50	30,15
18.06 D II a) 2	8,33	416,50	30,49	46,27	5 206	416,50	30,15
18.06 D II b) 1	27,02	1 351,00	98,89	150,07	16 888	1 351,00	97,81
18.06 D II b) 2 aa)	14,25	712,50	52,16	79,15	8 906	712,50	51,59
18.06 D II b) 2 bb)	27,02	1 351,00	98,89	150,07	16 888	1 351,00	97,81
18.06 D II c) 1	{ Régime du n° 21.07 F VI à IX Regelung in Tarifnummer 21.07 F VI bis IX Vedere regime del n. 21.07 F da VI a IX Regeling van post 21.07 F VI tot IX						
18.06 D II c) 2	{ Régime du n° 21.07 F VI à IX Regelung in Tarifnummer 21.07 F VI bis IX Vedere regime del n. 21.07 F da VI a IX Regeling van post 21.07 F VI tot IX						
19.01 A	8,20	410,00	30,01	45,54	5 125	410,00	29,68
19.01 B	6,69	334,50	24,49	37,16	4 181	334,50	24,22
19.02 A	7,54	377,00	27,60	41,88	4 713	377,00	27,29
19.02 B I a) 1	1,53	76,50	5,60	8,50	956	76,50	5,54
19.02 B I a) 2 aa)	4,57	228,50	16,73	25,38	2 856	228,50	16,54
19.02 B I a) 2 bb)	6,93	346,50	25,36	38,49	4 331	346,50	25,09
19.02 B I b) 1	3,06	153,00	11,20	17,00	1 913	153,00	11,08
19.02 B I b) 2	6,07	303,50	22,22	33,71	3 794	303,50	21,97
19.02 B I c) 1	3,47	173,50	12,70	19,27	2 169	173,50	12,56

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	U.C./RE	État membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat					
		Belgique/ België	Deutschland (BR)	France	Italia	Luxembourg	Nederland
		FB	DM	FF	Lit.	Flux.	Fl.
19.02 B I c) 2	4,11	205,50	15,04	22,83	2 569	205,50	14,88
19.02 B I d) 1	6,45	322,50	23,61	35,82	4 031	322,50	23,35
19.02 B I d) 2	3,42	171,00	12,52	19,00	2 138	171,00	12,38
19.02 B I e) 1	10,11	505,50	37,00	56,15	6 319	505,50	36,60
19.02 B I e) 2	10,21	510,50	37,37	56,71	6 381	510,50	36,96
19.02 B I f) 1	1,63	81,50	5,97	9,05	1 019	81,50	5,90
19.02 B I f) 2	10,21	510,50	37,37	56,71	6 381	510,50	36,96
19.02 B I g)	2,24	112,00	8,20	12,44	1 400	112,00	8,11
19.02 B II a)	8,29	414,50	30,34	46,04	5 181	414,50	30,01
19.02 B II b)	14,95	747,50	54,72	83,04	9 344	747,50	54,12
19.03 A	11,29	564,50	41,32	62,71	7 056	564,50	40,87
19.03 B I	11,29	564,50	41,32	62,71	7 056	564,50	40,87
19.03 B II	10,87	543,50	39,78	60,37	6 794	543,50	39,35
19.04	2,24	112,00	8,20	12,44	1 400	112,00	8,11
19.05 A	9,51	475,50	34,81	52,82	5 944	475,50	34,43
19.05 B	21,01	1 050,50	76,90	116,69	13 131	1 050,50	76,06
19.05 C	14,58	729,00	53,36	80,98	9 113	729,00	52,78
19.06	7,64	382,00	27,96	42,43	4 775	382,00	27,66
19.07 A	7,69	384,50	28,15	42,71	4 806	384,50	27,84
19.07 B	10,30	515,00	37,70	57,21	6 438	515,00	37,29
19.07 C	25,13	1 256,50	91,98	139,58	15 706	1 256,50	90,97
19.07 D I	4,60	230,00	16,84	25,55	2 875	230,00	16,65
19.07 D II	8,15	407,50	29,83	45,27	5 094	407,50	29,50
19.08 A I	6,58	329,00	24,08	36,55	4 113	329,00	23,82
19.08 A II	6,71	335,50	24,56	37,27	4 194	335,50	24,29
19.08 A III	6,84	342,00	25,03	37,99	4 275	342,00	24,76
19.08 B I a)	3,38	169,00	12,37	18,77	2 113	169,00	12,24
19.08 B I b)	6,08	304,00	22,25	33,77	3 800	304,00	22,01
19.08 B II a)	3,43	171,50	12,55	19,05	2 144	171,50	12,42
19.08 B II b) 1	5,12	256,00	18,74	28,44	3 200	256,00	18,53
19.08 B II b) 2	13,07	653,50	47,84	72,59	8 169	653,50	47,31
19.08 B II c) 1	5,80	290,00	21,23	32,21	3 625	290,00	21,00
19.08 B II c) 2	13,75	687,50	50,33	76,37	8 594	687,50	49,78

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	U.C./RE	Etat membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat					
		Belgique/ België	Deutschland (BR)	France	Italia	Luxembourg	Nederland
		FB	DM	FF	Lit.	Flux.	Fl.
19.08 B II d) 1	6,81	340,50	24,92	37,82	4 256	340,50	24,65
19.08 B II d) 2	14,76	738,00	54,02	81,98	9 225	738,00	53,43
19.08 B III a) 1	6,01	300,50	22,00	33,38	3 756	300,50	21,76
19.08 B III a) 2	15,94	797,00	58,34	88,53	9 963	797,00	57,70
19.08 B III b) 1	7,02	351,00	25,69	38,99	4 388	351,00	25,41
19.08 B III b) 2	14,97	748,50	54,79	83,15	9 356	748,50	54,19
19.08 B III c) 1	8,71	435,50	31,88	48,38	5 444	435,50	31,53
19.08 B III c) 2	17,02	851,00	62,29	94,53	10 638	851,00	61,61
19.08 B IV a) 1	8,58	429,00	31,40	47,65	5 363	429,00	31,06
19.08 B IV a) 2	13,88	694,00	50,80	77,09	8 675	694,00	50,25
19.08 B IV b) 1	8,74	437,00	31,99	48,54	5 463	437,00	31,64
19.08 B IV b) 2	15,80	790,00	57,83	87,76	9 875	790,00	57,20
19.08 B V a)	10,30	515,00	37,70	57,21	6 438	515,00	37,29
19.08 B V b)	10,11	505,50	37,00	56,15	6 319	505,50	36,20
21.01 A II	5,76	288,00	21,08	31,99	3 600	288,00	20,85
21.01 B II	10,30	515,00	37,70	57,21	6 438	515,00	37,29
21.06 A II a)	0	0	0	0	0	0	0
21.06 A II b)	0	0	0	0	0	0	0
21.07 A I	4,46	223,00	16,32	24,77	2 788	223,00	16,15
21.07 A II	21,01	1.050,50	76,90	116,69	13 131	1.050,50	76,06
21.07 A III	11,77	588,50	43,08	65,37	7 356	588,50	42,61
21.07 B I	4,46	223,00	16,32	24,77	2 788	223,00	16,15
21.07 B II a)	2,77	138,50	10,14	15,39	1 731	138,50	10,03
21.07 B II b)	7,84	392,00	28,69	43,54	4 900	392,00	28,38
21.07 C I	1,69	84,50	6,19	9,39	1 056	84,50	6,12
21.07 C II a)	8,48	424,00	31,04	47,10	5 300	424,00	30,70
21.07 C II b)	12,20	610,00	44,65	67,76	7 625	610,00	44,16
21.07 D I a) 1	0	0	0	0	0	0	0
21.07 D I a) 2	27,89	1.394,50	102,08	154,91	17 431	1.394,50	100,96
21.07 D I b) 1	0	0	0	0	0	0	0
21.07 D I b) 2	3,41	170,50	12,48	18,94	2 131	170,50	12,34
21.07 D I b) 3	24,79	1.239,50	90,73	137,69	15 494	1.239,50	89,74
21.07 D II a) 1	0	0	0	0	0	0	0

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	U.C./RE	État membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat					
		Belgique/ België	Deutschland (BR)	France	Italia	Luxembourg	Nederland
		FB	DM	FF	Lit.	Flux.	Fl.
21.07 D II a) 2	0	0	0	0	0	0	0
21.07 D II a) 3	0	0	0	0	0	0	0
21.07 D II a) 4	0	0	0	0	0	0	0
21.07 D II b)	30,99	1.549,50	113,42	172,12	19 369	1.549,50	112,18
21.07 E	18,60	930,00	68,08	103,31	11 625	930,00	67,33
21.07 F I a) 2 aa)	3,43	171,50	12,55	19,05	2 144	171,50	12,42
21.07 F I a) 2 bb)	5,15	257,50	18,85	28,60	3 219	257,50	18,64
21.07 F I a) 2 cc)	6,86	343,00	25,11	38,10	4 288	343,00	24,83
21.07 F I b) 1	0,95	47,50	3,48	5,28	594	47,50	3,44
21.07 F I b) 2 aa)	4,11	205,50	15,04	22,83	2 569	205,50	14,88
21.07 F I b) 2 bb)	5,82	291,00	21,30	32,33	3 638	291,00	21,07
21.07 F I b) 2 cc)	7,54	377,00	27,60	41,88	4 713	377,00	27,29
21.07 F I c) 1	1,69	84,50	6,19	9,39	1 056	84,50	6,12
21.07 F I c) 2 aa)	5,12	256,00	18,74	28,44	3 200	256,00	18,53
21.07 F I c) 2 bb)	6,84	342,00	25,03	37,99	4 275	342,00	24,76
21.07 F I c) 2 cc)	8,12	406,00	29,72	45,10	5 075	406,00	29,39
21.07 F I d) 1	3,04	152,00	11,13	16,88	1 900	152,00	11,00
21.07 F I d) 2 aa)	6,47	323,50	23,68	35,94	4 044	323,50	23,42
21.07 F I d) 2 bb)	7,76	388,00	28,40	43,10	4 850	388,00	28,09
21.07 F I e) 1	5,40	270,00	19,76	29,99	3 375	270,00	19,55
21.07 F I e) 2	7,12	356,00	26,06	39,55	4 450	356,00	25,77
21.07 F I f)	6,41	320,50	23,46	35,60	4 006	320,50	23,20
21.07 F II a) 1	6,20	310,00	22,69	34,44	3 875	310,00	22,44
21.07 F II a) 2 aa)	9,63	481,50	35,25	53,49	6 019	481,50	34,86
21.07 F II a) 2 bb)	11,35	567,50	41,54	63,04	7 094	567,50	41,09
21.07 F II a) 2 cc)	13,06	653,00	47,80	72,54	8 163	653,00	47,28
21.07 F II b) 1	7,14	357,00	26,13	39,66	4 463	357,00	25,85
21.07 F II b) 2 aa)	10,31	515,50	37,73	57,26	6 444	515,50	37,32
21.07 F II b) 2 bb)	12,02	601,00	43,99	66,76	7 513	601,00	43,51
21.07 F II c) 1	7,89	394,50	28,88	43,82	4 931	394,50	28,56
21.07 F II c) 2 aa)	11,32	566,00	41,43	62,87	7 075	566,00	40,98
21.07 F II c) 2 bb)	12,61	630,50	46,15	70,04	7 881	630,50	45,65
21.07 F II d) 1	9,24	462,00	33,82	51,32	5 775	462,00	33,45

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	U.C./RE	Etat membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat					
		Belgique/ België	Deutschland (BR)	France	Italia	Luxembourg	Nederland
		FB	DM	FF	Lit.	Flux.	Fl.
21.07 F II d) 2	12,24	612,00	44,80	67,98	7 650	612,00	44,31
21.07 F II e)	11,26	563,00	41,21	62,54	7 038	563,00	40,76
21.07 F III a) 1	12,40	620,00	45,38	68,87	7 750	620,00	44,89
21.07 F III a) 2 aa)	15,83	791,50	57,94	87,92	9 894	791,50	57,30
21.07 F III a) 2 bb)	17,55	877,50	64,23	97,48	10 969	877,50	63,53
21.07 F III b) 1	13,34	667,00	48,82	74,09	8 338	667,00	48,29
21.07 F III b) 2	16,50	825,00	60,39	91,64	10 313	825,00	59,73
21.07 F III c) 1	14,09	704,50	51,57	78,26	8 806	704,50	51,01
21.07 F III c) 2	17,09	854,50	62,55	94,92	10 681	854,50	61,87
21.07 F III d) 1	15,44	772,00	56,51	85,76	9 650	772,00	55,89
21.07 F III d) 2	16,72	836,00	61,20	92,87	10 450	836,00	60,53
21.07 F III e)	16,45	822,50	60,21	91,37	10 281	822,50	59,55
21.07 F IV a) 1	18,60	930,00	68,08	103,31	11 625	930,00	67,33
21.07 F IV a) 2	22,03	1.101,50	80,63	122,36	13 769	1.101,50	79,75
21.07 F IV b) 1	19,54	977,00	71,52	108,53	12 213	977,00	70,73
21.07 F IV b) 2	21,75	1.087,50	79,61	120,80	13 594	1.087,50	78,74
21.07 F IV c)	20,28	1.014,00	74,22	112,64	12 675	1.014,00	73,41
21.07 F V a) 1	27,89	1.394,50	102,08	154,91	17 431	1.394,50	100,96
21.07 F V a) 2	28,75	1.437,50	105,23	159,68	17 969	1.437,50	104,08
21.07 F V b)	28,57	1.428,50	104,57	158,68	17 856	1.428,50	103,42
21.07 F VI a) 1	33,13	1.656,50	121,26	184,01	20 706	1.656,50	119,93
21.07 F VI a) 2	36,56	1.828,00	133,81	203,06	22 850	1.828,00	132,35
21.07 F VI b) 1	34,48	1.724,00	126,20	191,51	21 550	1.724,00	124,82
21.07 F VI b) 2	37,05	1.852,50	135,60	205,78	23 156	1.852,50	134,12
21.07 F VI c)	36,16	1.808,00	132,35	200,84	22 600	1.808,00	130,90
21.07 F VII a) 1	51,01	2.550,50	186,70	283,32	31 881	2.550,50	184,66
21.07 F VII a) 2	52,98	2.649,00	193,91	294,26	33 113	2.649,00	191,79
21.07 F VII b) 1	52,36	2.618,00	191,64	290,82	32 725	2.618,00	189,54
21.07 F VII b) 2	52,79	2.639,50	193,21	293,21	32 994	2.639,50	191,10
21.07 F VIII a)	65,59	3.279,50	240,06	364,30	40 994	3.279,50	237,44
21.07 F VIII b)	66,26	3.313,00	242,51	368,02	41 413	3.313,00	239,86
21.07 F IX	79,50	3.975,00	290,97	441,56	49 688	3.975,00	287,79

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	U.C./RE	Etat membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat					
		Belgique/ België FB	Deutschland (BR) DM	France FF	Italia Lit.	Luxembourg Flux.	Nederland Fl.
22.02 B I	0,68	34,00	2,49	3,78	425	34,00	2,46
22.02 B II	2,53	126,50	9,26	14,05	1 581	126,50	9,16
22.02 B III	4,70	235,00	17,20	26,10	2 938	235,00	17,01
29.04 C II	0	0	0	0	0	0	0
29.04 C III a) 1	2,04	102,00	7,47	11,33	1 275	102,00	7,38
29.04 C III a) 2	0	0	0	0	0	0	0
29.04 C III b) 1	2,91	145,50	10,65	16,16	1 819	145,50	10,53
29.04 C III b) 2	0	0	0	0	0	0	0
35.05 A	2,24	112,00	8,20	12,44	1 400	112,00	8,11
35.05 B I	0,57	28,50	2,09	3,17	356	28,50	2,06
35.05 B II	1,13	56,50	4,14	6,28	706	56,50	4,09
35.05 B III	1,79	89,50	6,55	9,94	1 119	89,50	6,48
35.05 B IV	2,24	112,00	8,20	12,44	1 400	112,00	8,11
38.12 A I a)	1,13	56,50	4,14	6,28	706	56,50	4,09
38.12 A I b)	1,57	78,50	5,75	8,72	981	78,50	5,68
38.12 A I c)	1,91	95,50	6,99	10,61	1 194	95,50	6,91
38.12 A I d)	2,24	112,00	8,20	12,44	1 400	112,00	8,11

ANNEXE II — ANHANG II — ALLEGATO II — BIJLAGE II ⁽¹⁾

Montants des droits additionnels (par 100 kg de marchandises) applicables, à compter du 1^{er} avril jusqu'au 30 juin 1972, à l'importation dans la Communauté

Beträge des Zusatzzolls bei der Einfuhr in die Gemeinschaft (pro 100 kg Waren), anwendbar vom 1. April bis 30. Juni 1972

Importi dei dazi addizionali all'importazione nella Comunità (di 100 kg di merci) validi dal 1° aprile al 30 giugno 1972

Bedragen van de aanvullende invoerrechten die van 1 april tot en met 30 juni 1972 van toepassing zijn bij de invoer in de Gemeenschap (per 100 kg der goederen)

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	UC/RE		Etat membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat					
	das ZZu daz ais	daf ZMe daf aim	Belgique/ België FB	Deutsch- land (BR) DM	France FF	Italia Lit.	Luxem- bourg Flux.	Nederland Fl.
17.04 C	3,04		152,00	11,13	16,88	1 900	152,00	11,00
17.04 D I a)	0		0	0	0	0	0	0
17.04 D I b) 1	1,69		84,50	6,18	9,39	1 056	84,50	6,12
17.04 D I b) 2	2,36		118,00	8,64	13,11	1 475	118,00	8,54
17.04 D I b) 3 aa)	3,04		152,00	11,13	16,88	1 900	152,00	11,00
17.04 D I b) 3 bb)	3,04		152,00	11,13	16,88	1 900	152,00	11,00
17.04 D I b) 4	3,71		185,50	13,58	20,61	2 319	185,50	13,43
17.04 D I b) 5	4,39		219,50	16,07	24,38	2 744	219,50	15,89
17.04 D I b) 6	5,06		253,00	18,52	28,10	3 162	253,00	18,32
17.04 D I b) 7	5,74		287,00	21,00	31,88	3 587	287,00	20,78
17.04 D I b) 8	6,41		320,50	23,46	35,60	4 006	320,50	23,20
17.04 D II a)	0		0	0	0	0	0	0
17.04 D II b) 1	1,69		84,50	6,18	9,39	1 056	84,50	6,12
17.04 D II b) 2	2,70		135,00	9,88	15,00	1 687	135,00	9,77
17.04 D II b) 3	4,05		202,50	14,82	22,49	2 531	202,50	14,66
17.04 D II b) 4	5,40		270,00	19,76	29,99	3 375	270,00	19,55
18.06 B I	1,69		84,50	6,18	9,39	1 056	84,50	6,12
18.06 B II a)	1,35		67,50	4,94	7,50	844	67,50	4,89
18.06 B II b)	1,35		67,50	4,94	7,50	844	67,50	4,89
18.06 C I	0		0	0	0	0	0	0

⁽¹⁾ Les équivalences en monnaies nationales des montants en unités de compte ne sont données qu'à titre d'information.

Die den Beträgen in Rechnungseinheiten entsprechenden Wertangaben in den nationalen Währungen erfolgen nur zur Information.

Il cambio, nelle monete nazionali, degli importi espressi in unità di conto è dato solamente a titolo informativo.

De gelijkwaardigheid van de bedragen in rekeneenheden, uitgedrukt in nationale muntwaarde, is slechts bij wijze van toelichting vermeld.

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	UC/RE		Etat membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat					
	das ZZu daz ais	daf ZMe daf aim	Belgique/ België FB	Deutsch- land (BR) DM	France FF	Italia Lit.	Luxem- bourg Flux.	Nederland Fl.
18.06 C II a) 1	3,04		152,00	11,13	16,88	1 900	152,00	11,00
18.06 C II a) 2	3,71		185,50	13,58	20,61	2 319	185,50	13,43
18.06 C II b) 1	3,71		185,50	13,58	20,61	2 319	185,50	13,43
18.06 C II b) 2	3,71		185,50	13,58	20,61	2 319	185,50	13,43
18.06 C II b) 3	3,37		168,50	12,33	18,72	2 106	168,50	12,20
18.06 C II b) 4	3,37		168,50	12,33	18,72	2 106	168,50	12,20
18.06 D I a)	0,67		33,50	2,45	3,72	419	33,50	2,42
18.06 D II a) 1	3,37		168,50	12,33	18,72	2 106	168,50	12,20
18.06 D II b) 2 aa)	3,71		185,50	13,58	20,61	2 319	185,50	13,43
19.07 A		8,78	439,00	32,13	48,76	5 487	439,00	31,78
19.07 B		11,87	593,50	43,44	65,93	7 419	593,50	42,97
19.08 B I a)	3,37		168,50	12,33	18,72	2 106	168,50	12,20
19.08 B I b)	6,07		303,50	22,22	33,71	3 794	303,50	21,97
19.08 B II a)		3,96	198,00	14,49	21,99	2 475	198,00	14,33
19.08 B II b) 1	1,69		84,50	6,18	9,39	1 056	84,50	6,12
19.08 B II b) 2	1,69		84,50	6,18	9,39	1 056	84,50	6,12
19.08 B II c) 1	2,36		118,00	8,64	13,11	1 475	118,00	8,54
19.08 B II c) 2	2,36		118,00	8,64	13,11	1 475	118,00	8,54
19.08 B II d) 1	3,37		168,50	12,33	18,72	2 106	168,50	12,20
19.08 B II d) 2	3,37		168,50	12,33	18,72	2 106	168,50	12,20
19.08 B III a) 1		6,92	346,00	25,33	38,43	4 325	346,00	25,05
19.08 B III a) 2		6,92	346,00	25,33	38,43	4 325	346,00	25,05
19.08 B III b) 1	1,01		50,50	3,70	5,61	631	50,50	3,66
19.08 B III b) 2	1,01		50,50	3,70	5,61	631	50,50	3,66
19.08 B III c) 1	2,70		135,00	9,88	15,00	1 687	135,00	9,77
19.08 B III c) 2	2,36		118,00	8,64	13,11	1 475	118,00	8,54
19.08 B IV a) 1		9,89	494,50	36,20	54,93	6 181	494,50	35,80
19.08 B IV a) 2		9,89	494,50	36,20	54,93	6 181	494,50	35,80
19.08 B IV b) 1	1,01		50,50	3,70	5,61	631	50,50	3,66
19.08 B IV b) 2	0,67		33,50	2,45	3,72	419	33,50	2,42
19.08 B V a)		11,87	593,50	43,44	66,00	7 419	593,50	42,97
19.08 B V b)	0,67		33,50	2,45	3,72	419	33,50	2,42

ANNEXE III — ANHANG III — ALLEGATO III — BIJLAGE III

Différences des prix à prendre en considération, à compter du 1^{er} avril et jusqu'au 30 juin 1972 pour l'application des dispositions de l'article 8 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1059/69

Preisunterschiede, die in Anwendung des Artikels 8 Absatz 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1059/69 vom 1. April bis 30. Juni 1972 anwendbar sind

Differenze di prezzo da prendere in considerazione, a decorrere dal 1° aprile al 30 giugno 1972, per l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 8, paragrafo 3, del regolamento (CEE) n. 1059/69

Prijsverschillen waarmede van 1 april af tot en met 30 juni 1972 rekening moet worden gehouden voor de toepassing van artikel 8, lid 3, van Verordening (EEG) nr. 1059/69

	UC/RE	Etat membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat					
		Belgique/ België FB	Deutschland (BR) DM	France FF	Italia Lit.	Luxembourg Flux.	Nederland Fl.
Sucre blanc Weißzucker Zucchero bianco Witte suiker	6,75	337,50	24,70	37,49	4 219	337,50	24,43
Farine de blé tendre Mehl von Weich- weizen Farina di grano tenero Meel van zachte tarwe	9,89	494,50	36,20	54,93	6 181	494,50	35,80
Farine de seigle Mehl von Roggen Farina di segala Meel van rogge	8,78	439,00	32,13	48,77	5 487	439,00	31,78

RÈGLEMENT (CEE) N° 620/72 DE LA COMMISSION

du 28 mars 1972

fixant les prélèvements applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules
de froment ou de seigleLA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13
juin 1967, portant organisation commune des
marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié en
dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾,
et notamment son article 13 paragraphe 5,considérant que les prélèvements applicables à
l'importation des céréales, des farines de blé et de
seigle et des gruaux et semoules de blé ont été fixés
par le règlement (CEE) n° 1679/71 ⁽³⁾ et tous les
règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;considérant que l'application des modalités rappelées
dans le règlement (CEE) n° 1679/71 aux prix
d'offre et aux cours de ce jour dont la Commission aeu connaissance, conduit à modifier les prélèvements
actuellement en vigueur comme il est indiqué à
l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*Les prélèvements à percevoir à l'importation des
produits visés à l'article 1^{er} sous a), b) et c) du
règlement n° 120/67/CEE sont fixés au tableau en
annexe.*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le 29 mars
1972.Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 1972.

*Par la Commission**Le président*

S. L. MANSCHOLT

⁽¹⁾ JO n° 117 du 19. 6. 1967, p. 2269/67.⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 8.⁽³⁾ JO n° L 172 du 31. 7. 1971, p. 61.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 28 mars 1972, fixant les prélèvements applicables
aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

Numéro du tarif douanier commun	Désignation de la marchandise	Unités de compte par tonne
10.01 A	Froment tendre et méteil	58,96
10.01 B	Froment dur	63,16 ⁽¹⁾ (⁵)
10.02	Seigle	54,24 ⁽⁹⁾
10.03	Orge	37,31
10.04	Avoine	48,84
10.05 A	Maïs hybride destiné à l'ensemencement	42,31 ⁽²⁾ (³)(⁴)
10.05 B	autre maïs	42,31 ⁽³⁾ (⁴)
10.07 A	Sarrasin	0
10.07 B	Millet	18,82
10.07 C	Graines de sorgho	39,79
10.07 D	autres céréales	0 ⁽⁵⁾
11.01 A	Farine de froment (blé) et de méteil	99,66
11.01 B	Farine de seigle	86,40
11.02 A I a	Gruaux et semoules de froment (blé dur)	106,92
11.02 A I b	Gruaux et semoules de froment (blé tendre)	106,80

⁽¹⁾ Pour le froment dur, originaire du Maroc et transporté directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,50 UC/t.

⁽²⁾ Au plus 4 % de la valeur en douane.

⁽³⁾ Pour le maïs originaire des EAMA ou des PTOM, importé dans les départements d'outre-mer de la République française, le prélèvement est diminué de 6 UC/t.

⁽⁴⁾ Pour le maïs originaire de Tanzanie, d'Ouganda et du Kenya, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 0,75 UC/t.

⁽⁵⁾ Pour le froment dur et l'apiste produits en Turquie et directement transportés de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,50 UC/t.

⁽⁹⁾ Le prélèvement perçu à l'importation de seigle produit en Turquie et directement transporté de ce pays dans la Communauté est défini par les règlements (CEE) n° 1234/71 du Conseil et n° 2019/71 de la Commission.

RÈGLEMENT (CEE) N° 621/72 DE LA COMMISSION

du 28 mars 1972

fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13
juin 1967, portant organisation commune des
marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié en
dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾,
et notamment son article 15 paragraphe 6,

considérant que les primes s'ajoutant aux prélève-
ments pour les céréales et le malt ont été fixées par le
règlement (CEE) n° 1680/71 ⁽³⁾ et tous les règle-
ments ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix
caf d'achat à terme de ce jour, les primes s'ajoutant

aux prélèvements, actuellement en vigueur, doivent
être modifiées conformément aux tableaux annexés
au présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le barème des primes qui s'ajoutent aux prélève-
ments fixés à l'avance pour les importations de
céréales et de malt visé à l'article 15 du règlement
n° 120/67/CEE est fixé comme indiqué aux tableaux
annexés au présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 29 mars
1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSCHOLT

⁽¹⁾ JO n° 117 du 19. 6. 1967, p. 2269/67.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 8.

⁽³⁾ JO n° L 172 du 31. 7. 1971, p. 63.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 28 mars 1972, fixant les primes s'ajoutant aux
prélèvements pour les céréales et le malt

A. Céréales ⁽¹⁾

(UC / tonne)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation de la marchandise	Courant 3	1 ^{er} term. 4	2 ^e term. 5	3 ^e term. 6
10.01 A	Froment tendre et méteil	0	0,25	0,25	1,05
10.01 B	Froment dur	0	0	0	2,25
10.02	Seigle	0	0	0	1,00
10.03	Orge	0	0	0	10,25
10.04	Avoine	0	0	0	0,25
10.05 A	Maïs hybride destiné à l'ensemencement	0	0	0	0
10.05 B	autre maïs	0	0	0	0
10.07 A	Sarrasin	0	0	0	0
10.07 B	Millet	0	0	0	0
10.07 C	Graines de sorgho	0	0	0	0,75
10.07 D	Non dénommés	0	0	0	0

⁽¹⁾ La durée de validité du certificat est limitée à 30 jours, conformément au règlement (CEE) n° 2196/71 (JO n° L 231 du 14. 10. 1971, p. 28).

B. Malt

(UC / 100 kg)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation de la marchandise	Courant 3	1 ^{er} term. 4	2 ^e term. 5	3 ^e term. 6	4 ^e term. 7
11.07 A I (a)	Malt de froment (blé), non torréfié, présenté sous forme de farine	0	0,045	0,045	0,187	0,187
11.07 A I (b)	Malt de froment (blé), non torréfié, présenté autrement que sous forme de farine	0	0,033	0,033	0,140	0,140
11.07 A II (a)	Malt autre que de froment (blé), non torréfié, présenté sous forme de farine	0	0	0	1,825	1,825
11.07 A II (b)	Malt autre que de froment (blé), non torréfié, présenté autrement que sous forme de farine	0	0	0	1,363	1,363
11.07 B	Malt torréfié	0	0	0	1,589	1,589

RÈGLEMENT (CEE) N° 622/72 DE LA COMMISSION
du 28 mars 1972
modifiant le correctif applicable à la restitution pour les céréales

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13
juin 1967, portant organisation commune des
marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié en
dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾,
et notamment son article 16 paragraphe 2 quatrième
alinéa deuxième phrase,

considérant que le correctif applicable à la restitution
pour les céréales a été fixé par le règlement (CEE)
n° 585/72 ⁽³⁾ et tous les règlements ultérieurs qui
l'ont modifié ;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix
caf d'achat à terme de ce jour et compte tenu de
l'évolution prévisible du marché pour le blé tendre, il

est nécessaire de modifier le correctif applicable à la
restitution pour les céréales, actuellement en vigueur,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le correctif applicable aux restitutions fixées à
l'avance pour les exportations de céréales, visé à
l'article 16 paragraphe 4 du règlement n° 120/67/
CEE, est modifié conformément au tableau annexé
au présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 29 mars
1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSCHOLT

⁽¹⁾ JO n° 117 du 19. 6. 1967, p. 2269/67.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 8.

⁽³⁾ JO n° L 71 du 24. 3 1972, p 5.

ANNEXE

**du règlement de la Commission, du 28 mars 1972, modifiant le correctif applicable à la
restitution pour les céréales**

(UC / tonne)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation de la marchandise	Courant 3	1 ^{er} term. 4	2 ^e term. 5	3 ^e term. 6
10.01 A	Froment tendre et méteil	0	0	0	0
10.01 B	Froment dur	0	0	0	0
10.02	Seigle	0	0	0	0
10.03	Orge	0	0	0	0
10.04	Avoine	0	0	0	0
10.05 B	autre maïs	0	0	0	0
10.07 B	Millet	0	0	0	0
10.07 C	Graines de sorgho	0	0	0	0

S. L. MANSHOLT

RÈGLEMENT (CEE) N° 624/72 DE LA COMMISSION

du 28 mars 1972

fixant les prix moyens à la production dans le secteur du vin

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement (CEE) n° 816/70 du Conseil, du 28
avril 1970, portant dispositions complémentaires en
matière d'organisation commune du marché viti-
vinicole ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement
(CEE) n° 2722/71 ⁽²⁾, et notamment son article 4
paragraphe 1,

considérant que, en vertu de l'article 4 du règlement
(CEE) n° 816/70, un prix moyen à la production
doit être fixé pour chaque type de vin pour lequel un
prix d'orientation est fixé ; que ce prix doit être fixé
sur la base de toutes les données disponibles, pour
chaque place de commercialisation du type de vin en
cause ;

considérant que les places de commercialisation des
vins de table sont déterminées au règlement (CEE)
n° 1020/70 de la Commission, du 29 mai 1970,
concernant la constatation des cours et la fixation
des prix moyens pour les vins de table ⁽³⁾, modifié
par le règlement (CEE) n° 1184/70 ⁽⁴⁾ ;

considérant que, aux termes de l'article 10 du
règlement (CEE) n° 1020/70, le prix moyen doit
être fixé sur la base de la moyenne des cours
communiqués en tenant compte notamment de leur
représentativité, des appréciations des États mem-

bres, du titre alcoométrique et de la qualité de vins
de table ayant fait l'objet des transactions ;

considérant que la communication des cours par les
États membres et les informations s'y rapportant
sont précisées au règlement (CEE) n° 1020/70 ; que
dans le cas où, pour une place de commercialisa-
tion, les informations ne sont pas disponibles, le prix
moyen de la semaine précédente doit être reconduit ;

considérant que le prix moyen du type de vin en
cause doit être fixé selon le cas au degré/hl ou à l'hl ;
que cette fixation doit intervenir chaque mardi ; que
lorsque le mardi est un jour férié le prix moyen doit
être fixé le prochain jour ouvrable ;

considérant que l'application des règles rappelées ci-
dessus aux données dont la Commission dispose
actuellement conduit à fixer le prix moyen comme il
est indiqué à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prix moyens visés à l'article 4 paragraphe 1 du
règlement (CEE) n° 816/70 sont fixés à l'annexe du
présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 29 mars
1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSHOLT

⁽¹⁾ JO n° L 99 du 5. 5. 1970, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 118 du 1. 6. 1970, p. 16.

⁽⁴⁾ JO n° L 138 du 25. 6. 1970, p. 15.

ANNEXE

Prix moyens des types de vin de table sur les différentes places de commercialisation

Type	UC par degré/hl	Type	UC par degré/hl
R I		A I	
Béziers	1,206	Bordeaux	1,408
Montpellier	1,242	Montpellier	pas de cotation
Narbonne	1,267	Nantes	pas de cotation
Nîmes	1,210	Cagliari	1,144
Perpignan	pas de cotation	Lecce	pas de cotation
Asti	1,357	Ravenna (Lugo, Faenza)	1,208
Lecce	1,120	Rome	1,216
Pescara	1,168	Trapani (Alcamo)	1,072
Reggio Emilia	1,268	Treviso	1,384
Treviso	1,280		
Verona (pour les vins locaux)	1,296		
			UC/hl
R II		A II	
Bari	1,200	Rheinfalz (Oberhaardt)	33,47
Barletta	1,240	Rheinhessen (Hügelland)	36,88
Cagliari	pas de cotation	La région viticole de la Moselle luxem- bourgeoise	39,00
Lecce	1,168		
Taranto	pas de cotation		
		A III	
R III	UC/hl	Mosel	40,98
Rheinfalz	pas de cotation	Rheingau	49,18
Rheinhessen (Hügelland)	pas de cotation	La région viticole de la Moselle luxem- bourgeoise	pas de cotation

RÈGLEMENT (CEE) N° 625/72 DE LA COMMISSION

du 28 mars 1972

prorogeant la durée de validité de certains certificats d'importation
dans le secteur de la viande bovineLA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27
juin 1968, portant organisation commune des
marchés dans le secteur de la viande bovine ⁽¹⁾,
modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n°
2838/71 ⁽²⁾, et notamment son article 14 para-
graphe 4 et son article 15 paragraphe 3,considérant que l'article 38 paragraphe 2 du
règlement (CEE) n° 2637/70 de la Commission, du
23 décembre 1970, portant modalités particulières
d'application du régime des certificats d'importation,
d'exportation et de préfixation pour les produits
agricoles ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le
règlement (CEE) n° 369/72 ⁽⁴⁾, prévoit que le
certificat donnant droit au régime spécial à l'impor-
tation visé à l'article 14 paragraphe 3 sous b) bb) du
règlement (CEE) n° 805/68 est valable 90 jours à
partir de la date de sa délivrance effective ;considérant que l'autorisation d'importer de la
viande, pour laquelle le régime spécial à l'importation
est prévu, n'est donnée que dans le cadre des
quantités fixées par les bilans visés à l'article 14
paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 805/68 ; que
les difficultés d'approvisionnement rencontrées sur le
marché mondial de la viande bovine congelée ont
pour conséquence que les importateurs ne sont pas
toujours en mesure de respecter l'engagement d'im-
porter la viande pendant la durée de validité du
certificat, et risquent de ce fait de ne plus pouvoir
bénéficier dudit régime spécial ;considérant que ce régime a été créé pour assurer
l'approvisionnement de l'industrie de transformation
de la Communauté ; que les difficultés énoncées
risquent de porter atteinte à ce but ;considérant qu'une prolongation exceptionnelle de la
durée de validité des certificats peut permettre aux
importateurs de faire usage de l'autorisation accor-
dée ;considérant que les mesures prévues au présent
règlement sont conformes à l'avis du Comité de
gestion de la viande bovine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*Par dérogation à l'article 38 paragraphe 2 du
règlement (CEE) n° 2637/70, la durée de validité
des certificats d'importation donnant droit au régime
spécial à l'importation visé à l'article 14 paragraphe
3 sous b) bb) du règlement (CEE) n° 805/68 est
prolongée

- a) en ce qui concerne les certificats délivrés pendant
le premier trimestre 1972 : jusqu'au 31 mai 1972
inclus ;
- b) en ce qui concerne les certificats délivrés pendant
le deuxième trimestre 1972 : jusqu'au 15 août
1972 inclus.

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le 29 mars
1972.Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 1972.

*Par la Commission**Le président*

S. L. MANSCHOLT

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28.6.1968, p. 24.⁽²⁾ JO n° L 286 du 30.12.1971, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 283 du 29.12.1970, p. 15.⁽⁴⁾ JO n° L 47 du 23.2.1972, p. 9.

RÈGLEMENT (CEE) N° 626/72 DE LA COMMISSION

du 28 mars 1972

relatif à la fourniture de lait écrémé en poudre destiné à l'Inde
à titre d'aide communautaire au programme alimentaire mondial

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement (CEE) n° 442/72 du Conseil, du 28
février 1972, relatif à la fourniture de produits
laitiers au titre de l'aide alimentaire ⁽¹⁾, et notam-
ment son article 3,

considérant que le règlement (CEE) n° 442/72
prévoit la livraison d'une certaine quantité de lait
écrémé en poudre, acheté sur le marché de la
Communauté, au programme alimentaire mondial ;
que celui-ci a fait une demande de fourniture urgente
de 1 400 tonnes de lait écrémé en poudre destiné à
l'Inde ; que cette livraison, jusqu'à la mise en fob,
doit faire l'objet d'une adjudication conformément au
règlement (CEE) n° 602/72 de la Commission, du
24 mars 1972, relatif aux adjudications pour la
fourniture de lait écrémé en poudre à titre d'aide
communautaire au programme alimentaire mondial
et au Comité international de la Croix-Rouge ⁽²⁾ ;

considérant que l'application du règlement (CEE)
n° 602/72 exige toutefois certaines précisions,
notamment en ce qui concerne le délai pour la
présentation des offres et les conditions de livraison
du lait écrémé en poudre ;

considérant que les mesures prévues au présent
règlement sont conformes à l'avis du Comité de
gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Est mise en adjudication, conformément aux
dispositions du règlement (CEE) n° 602/72 la
fourniture fob au PAM de 1 400 tonnes de lait
écrémé en poudre destinées à l'Inde. L'adjudication
concerne deux lots, l'un de 1 000 tonnes, l'autre de
400 tonnes.

2. L'adjudication est assurée par l'organisme
compétent de chaque État membre.

Article 2

La livraison du lait écrémé en poudre est effectuée
entre le 10 et le 25 mai 1972.

Article 3

Le délai pour la présentation des offres expire le 11
avril 1972, à 12 heures.

Article 4

Le présent règlement entre en vigueur le troisième
jour suivant celui de sa publication au *Journal
officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSCHOLT

⁽¹⁾ JO n° L 54 du 3.3.1972, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 72 du 25.3.1972, p. 13.

RÈGLEMENT (CEE) N° 627/72 DE LA COMMISSION

du 28 mars 1972

relatif à la fourniture de lait écrémé en poudre destiné à la Colombie
à titre d'aide communautaire au programme alimentaire mondialLA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,vu le règlement (CEE) n° 442/72 du Conseil, du 28
février 1972, relatif à la fourniture de produits
laitiers au titre de l'aide alimentaire ⁽¹⁾, et notam-
ment son article 3,considérant que le règlement (CEE) n° 442/72
prévoit la livraison d'une certaine quantité de lait
écrémé en poudre, acheté sur le marché de la
Communauté, au programme alimentaire mondial ;
que celui-ci a fait une demande de fourniture urgente
de 2 000 tonnes de lait écrémé en poudre destiné à la
Colombie ; que cette livraison, jusqu'à la mise en
fob, doit faire l'objet d'une adjudication conformé-
ment au règlement (CEE) n° 602/72 de la
Commission, du 24 mars 1972, relatif aux adjudi-
cations pour la fourniture de lait écrémé en poudre à
titre d'aide communautaire au programme alimen-
taire mondial et au Comité international de la Croix-
Rouge ⁽²⁾ ;considérant que l'application du règlement (CEE)
n° 602/72 exige toutefois certaines précisions,
notamment en ce qui concerne le délai pour la
présentation des offres et les conditions de livraison
du lait écrémé en poudre ;considérant que les mesures prévues au présent
règlement sont conformes à l'avis du Comité de
gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Est mise en adjudication, conformément aux
dispositions du règlement (CEE) n° 602/72 la
fourniture fob au PAM de 2 000 tonnes de lait
écrémé en poudre destinées à la Colombie. L'adjudi-
cation concerne les trois lots suivants :

- a) 1 000 tonnes (Port destinataire : Buenaventura)
- b) 750 tonnes (Port destinataire : Buenaventura)
- c) 250 tonnes (Port destinataire : Cartagena)

2. Les mentions devant figurer sur l'emballage
sont établies dans la langue espagnole.

3. L'adjudication est assurée par l'organisme
compétent de chaque État membre.

Article 2

La livraison du lait écrémé en poudre est effectuée
entre le 16 et le 31 mai 1972.

Article 3

Le délai pour la présentation des offres expire
le 11 avril 1972, à 12 heures.

Article 4

Le présent règlement entre en vigueur le troisième
jour suivant celui de sa publication au *Journal
officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSHOLT

⁽¹⁾ JO n° L 54 du 3. 3. 1972, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 72 du 25. 3. 1972, p. 13.

RÈGLEMENT (CEE) N° 628/72 DE LA COMMISSION

du 28 mars 1972

portant deuxième modification du règlement (CEE) n° 1027/68 relatif à la détermination des prix des veaux et des gros bovins constatés sur les marchés représentatifs de la Communauté

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2838/71 ⁽²⁾, et notamment son article 10 paragraphe 5,

considérant que le règlement (CEE) n° 1027/68 de la Commission, du 22 juillet 1968, relatif à la détermination des prix des veaux et des gros bovins constatés sur les marchés représentatifs de la Communauté ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 705/71 ⁽⁴⁾, a fixé la liste des marchés représentatifs de chaque État membre pour les diverses qualités, selon le cas, de veaux, de gros bovins ou des viandes de ces animaux ;

considérant qu'il convient de modifier pour la France la liste des marchés représentatifs valables pour les gros bovins, qui figure à l'annexe II du règlement (CEE) n° 1027/68, afin d'assurer pour cet État

membre une meilleure transparence du marché des gros bovins ;

considérant que certaines modifications structurelles du marché des gros bovins en Italie, au Luxembourg **et aux Pays-Bas nécessitent** pour ces États membres des adaptations appropriées des qualités et coefficients de pondération par qualités et des coefficients de conversion en poids vif, retenus dans ladite liste des marchés représentatifs ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du Comité de gestion de la viande bovine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'annexe II du règlement (CEE) n° 1027/68 est remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 29 mars 1972. Il est applicable pour la première fois pour le calcul des prélèvements valables à partir du 3 avril 1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSHOLT

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28.6.1968, p. 24.

⁽²⁾ JO n° L 286 du 30.12.1971, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 174 du 23.7.1968, p. 14.

⁽⁴⁾ JO n° L 77 du 1.4.1971, p. 79.

ANNEXE

A. ALLEMAGNE

1. Marchés représentatifs :

Bochum	Toutes les qualités
Braunschweig	Toutes les qualités
Düsseldorf	Toutes les qualités
Frankfurt/Main	Toutes les qualités
Freiburg	Toutes les qualités
Hamburg	Toutes les qualités
Hannover	Toutes les qualités
Köln	Toutes les qualités
München	Toutes les qualités
Regensburg	Toutes les qualités
Augsburg	Toutes les qualités, à l'exception des « Ochsens A » et « Ochsens B »
Kassel	Toutes les qualités, à l'exception des « Ochsens A » et « Ochsens B »
Nürnberg	Toutes les qualités, à l'exception des « Ochsens A » et « Ochsens B »
Stuttgart	Toutes les qualités, à l'exception des « Ochsens A » et « Ochsens B »

2. Qualités et coefficients :

	<i>Qualités</i>	<i>Coefficients de pondération</i>
a) Gros bovins :		
	Ochsens A	1,5
	Ochsens B	0,5
	Färsen A	14,9
	Färsen B	5,1
	Färsen C	0,7
	Bullen A	30,1
	Bullen B	10,1
	Bullen C	1,2
	Kühe A	6,6
	Kühe B	18,9
	Kühe C	9,0
	Kühe D	1,4
b) Veaux :		
	Kälber A	49,7
	Kälber B	34,8
	Kälber C	12,9
	Kälber D	2,6

B. BELGIQUE

1. Marché représentatif : Anderlecht

2. Qualités et coefficients :

	<i>Qualités</i>	<i>Coefficients de pondération</i>
a) Gros bovins :		
	Génisses 60 %	11,0
	Génisses 55 %	13,0
	Bœufs 60 %	7,0
	Bœufs 55 %	8,0
	Taureaux 60 %	10,0
	Taureaux 55 %	13,0
	Vaches 55 %	10,0
	Vaches 50 %	21,0
	Bétail de fabrication	7,0

b) Veaux :

Extra blancs	2,0
Bons	7,0
Ordinaires	76,0
Médiocres	15,0

C. FRANCE

1. Marchés représentatifs :

*Marchés**Qualités retenues*

a) Gros bovins :

Bordeaux	Bœufs F, R, A, N ; Vaches R, A, N, C, E.
Fougères	Bœufs A, N ; Génisses A, N ; Vaches A, N, C, E ; Taureaux R, A, N.
Lyon	Bœufs F, R, A, N ; Génisses R, A, N ; Vaches R, A, N, C, E ; Taureaux F, R, A, N.
Nancy	Bœufs A, N ; Génisses A, N ; Vaches A, N, C, E.
Nîmes	Bœufs R, A, N ; Génisses R, A, N ; Vaches A, N, C.
Rouen	Bœufs A, N ; Génisses A, N ; Vaches A, N, C, E ; Taureaux A, N.
Valenciennes	Bœufs F, R, A, N ; Génisses F, R, A, N ; Vaches A, N, C, E ; Taureaux F, R, A, N.
La Villette (marché du lundi)	Bœufs F, R, A, N ; Génisses F, R, A, N ; Vaches R, A, N, C, E ; Taureaux F, R, A, N.

b) Veaux :

La Villette (marché du lundi).

2. Qualités et coefficients :

*Qualités**Coefficients de conversion en poids vif* *Coefficients de pondération*

a) Gros bovins :

Bœufs F	60	3
Bœufs R	58	9
Bœufs A	56	8
Bœufs N	53	6
Génisses F	60	4
Génisses R	58	5
Génisses A	56	6
Génisses N	53	5
Vaches R	57	4
Vaches A	54	10
Vaches N	52	20
Vaches C	48	9
Vaches E	45	4
Taureaux F	62	1
Taureaux R	60	2
Taureaux A	58	2
Taureaux N	56	2

b) Veaux :

Veaux extra	63	27
Veaux 1 ^{re} qualité	60	35
Veaux 2 ^e qualité	55	26
Veaux 3 ^e qualité	51	12

D. ITALIE

1. Marchés représentatifs :

Qualités	Zone excédentaire		Zone déficitaire	
	Marchés	Coefficients de pondération spéciaux	Marchés	Coefficients de pondération
Vitelloni 1 ^a e 2 ^a qualità	Firenze Macerata Padova Reggio Emilia	67	Roma	33
Buoi 1 ^a e 2 ^a qualità	Chivasso Modena	67	Roma	33
Vacche 1 ^a e 2 ^a qualità	Cremona Macerata Modena	67	Roma	33
Vacche 3 ^a qualità	Chivasso Cremona	100	—	—
Vitelli	Cremona Macerata Padova Reggio Emilia	67	Roma	33

2. Qualités et coefficients :

*Qualités**Coefficients de conversion Coefficients de pondération en poids vif ⁽¹⁾*

a) Gros bovins :

Vitelloni 1 ^a qualità	58	29,0
Vitelloni 2 ^a qualità	54	24,0
Buoi 1 ^a qualità	55	9,0
Buoi 2 ^a qualità	50	11,0
Vacche 1 ^a qualità	55	8,0
Vacche 2 ^a qualità	49	13,0
Vacche 3 ^a qualità	—	6,0

b) Veaux :

Vitelli 1 ^a qualità	61	60,0
Vitelli 2 ^a qualità	59	40,0

3. Corrections :

a) Pour obtenir le prix sur le marché de Florence, les cours « départ exploitation agricole » sont majorés d'un montant de correction de 4,000 UC/100 kg poids vif.

b) Montants de correction à apporter aux cours enregistrés sur le marché de Rome :

Qualités	Montant à ajouter UC/100 kg	Montant à déduire UC/100 kg
Vitelloni 1 ^a qualità	—	12,480
Vitelloni 2 ^a qualità	—	12,480
Buoi 1 ^a qualità	—	7,840
Buoi 2 ^a qualità	—	7,840
Vacche 1 ^a qualità	—	7,200
Vacche 2 ^a qualità	—	7,200
Vitelli 1 ^a qualità	7,360	—
Vitelli 2 ^a qualità	7,360	—

⁽¹⁾ Uniquement pour le marché de Rome.

E. LUXEMBOURG

1. Marchés représentatifs : Luxembourg et Esch-sur-Alzette

2. Qualités et coefficients :

<i>Qualités</i>	<i>Coefficients de conversion en poids vif</i>	<i>Coefficients de pondération</i>
a) Gros bovins :		
Bœufs, génisses, taureaux Extra	56	65,0
Bœufs, génisses, taureaux AA	54	11,0
Bœufs, génisses, taureaux A	52	1,0
Vaches Extra	56	2,0
Vaches AA	54	5,0
Vaches A	52	12,0
Vaches B	50	4,0
b) Veaux :	60	100,0

F. PAYS-BAS

1. Marchés représentatifs :

Gros bovins : Rotterdam, 's Hertogenbosch, Zwolle
 Veaux : Barneveld, 's Hertogenbosch.

2. Qualités et coefficients :

<i>Qualités</i>	<i>Coefficients de conversion en poids vif</i>	<i>Coefficients de pondération</i>
a) Gros bovins :		
Stieren, 1e kwaliteit	59	5
Stieren, 2e kwaliteit	56	5
Vaarzen, 1e kwaliteit	58	18
Vaarzen, 2e kwaliteit	55	12
Koeien, 1e kwaliteit	56	12
Koeien, 2e kwaliteit	53	33
Koeien, 3e kwaliteit	50	10
Worstkoeien	47	5
b) Veaux :		
Kalveren, 1e kwaliteit	—	25,0
Kalveren, 2e kwaliteit	—	55,0
Kalveren, 3e kwaliteit	—	20,0

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 8 mars 1972

prorogeant l'autorisation de la vente en commun de combustibles des Houillères du bassin de Lorraine et de la Saarbergwerke AG par la «Saarlör»

(72/145/CECA)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

deutsch-französische Gesellschaft auf Aktien (Saarlör) », jusqu'au 31 décembre 1961 ;

vu le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, et notamment ses articles 4, 15, 47 et 65,

vu la décision n° 44/59, du 4 novembre 1959, relative à l'autorisation de la vente en commun de combustibles des Houillères du bassin de Lorraine et de la Saarbergwerke AG par la « Saar-Lothringische Kohlenunion, deutsch-französische Gesellschaft — Union charbonnière sarro-lorraine, société par actions franco-allemande », Sarrebruck et Strasbourg ⁽¹⁾,

vu les décisions n° 14/61 du 20 décembre 1961 ⁽²⁾, n° 2/66 du 2 février 1966 ⁽³⁾ et n° 2078/68/CECA du 19 décembre 1968 ⁽⁴⁾, relatives à la prorogation de la décision n° 44/59,

vu la demande du 15 décembre 1971,

considérant que, par décision n° 44/59 du 4 novembre 1959, la Haute Autorité a autorisé la vente en commun de combustibles des Houillères du bassin de Lorraine et de la Saarbergwerke AG par « l'Union charbonnière sarro-lorraine, société par actions franco-allemande — Saar-Lothringische Kohlenunion,

considérant que la durée de validité de cette autorisation a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1971 par les décisions n° 14/61, n° 2/66 et n° 2078/68/CECA ;

considérant que, par lettre du 15 décembre 1971, les intéressées ont fait savoir qu'en remplacement de l'accord conclu par elles pour les opérations de vente en commun, arrivé à expiration le 31 décembre 1971, elles ont conclu un nouvel accord, très légèrement modifié et valable jusqu'au 31 décembre 1973 ; qu'elles ont demandé une prorogation de durée correspondante ;

considérant que les motifs pour lesquels la Haute Autorité a approuvé les accords passés par les intéressées du 23 février 1959 au 31 décembre 1971 subsistent, aussi bien en ce qui concerne la concurrence des autres bassins de la Communauté et celle du charbon importé des pays tiers qu'en ce qui concerne l'amélioration de la distribution grâce à la vente en commun ; que la part de la production des bassins représentée par les quantités vendues en commun ne s'est pas sensiblement modifiée ; qu'en 1970 la Saarlör a vendu 25,5 % de la production des Saarbergwerke et 5,1 % de la production du Bassin lorrain ; que ces pourcentages ont, il est vrai, augmenté par rapport aux années précédentes mais que cela est imputable surtout à la diminution de la production des deux bassins ;

⁽¹⁾ JO n° 58 du 14. 11. 1959, p. 1147/59.

⁽²⁾ JO n° 85 du 30. 12. 1961, p. 1639/61.

⁽³⁾ JO n° 25 du 8. 2. 1966, p. 400/66.

⁽⁴⁾ JO n° L 7 du 11. 1. 1969, p. 1.

considérant que lesdits accords correspondent par conséquent toujours aux critères d'autorisation du paragraphe 2 de l'article 65 du traité,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

La validité de la décision n° 44/59 est prorogée jusqu'au 31 décembre 1973.

Article 2

La présente décision est destinée aux sociétés intéressées et à la Saarlör.

Fait à Bruxelles, le 8 mars 1972.

Par la Commission

Le président

Franco M. MALFATTI

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 14 mars 1972

relative à la non-application de la taxe à l'exportation prévue au règlement (CEE) n° 2227/71, à une livraison de lait écrémé en poudre dans le cadre de l'aide alimentaire

(Le texte en langue française est le seul faisant foi)

(72/146/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1410/71 ⁽²⁾,

vu le règlement (CEE) n° 2180/71 du Conseil, du 12 octobre 1971, définissant les règles générales à appliquer dans le secteur du lait et des produits laitiers en cas de difficultés d'approvisionnement ⁽³⁾, et notamment son article 2 paragraphe 1,

considérant que, selon le règlement (CEE) n° 2227/71 de la Commission, du 18 octobre 1971, relatif à la perception d'une taxe à l'exportation pour le lait écrémé en poudre ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2831/71 ⁽⁵⁾, cette taxe n'est pas applicable aux fournitures dudit produit dans le cadre de l'aide alimentaire communautaire aux pays en voie de développement ;

considérant que la République française a communiqué à la Commission qu'un organisme de bienfaisance de cet État membre a, à titre d'aide humanitaire, effectué une livraison de lait écrémé en poudre au Bengale oriental (Bangla Desh) ;

considérant qu'il convient d'exclure également cette fourniture de la perception de la taxe à l'exportation ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

La République française est autorisée à ne pas appliquer la taxe à l'exportation prévue au règlement (CEE) n° 2227/71 à une quantité de 100 tonnes de lait écrémé en poudre que l'organisme de bienfaisance « Terre des hommes » a fait expédier, le 18 février 1972, par bateau à partir de Brème à destination de Dacca (Bengale oriental / Bangla Desh).

Article 2

La République française est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 14 mars 1972.

Par la Commission

Le président

Franco M. MALFATTI

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 148 du 3. 7. 1971, p. 3.

⁽³⁾ JO n° L 231 du 14. 10. 1971, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 234 du 19. 10. 1971, p. 11.

⁽⁵⁾ JO n° L 285 du 29. 12. 1971, p. 67.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 15 mars 1972

relative à l'ouverture d'une adjudication permanente pour l'exportation de 7 089 tonnes de seigle détenues par l'organisme d'intervention belge

(Les textes en langues française et néerlandaise sont les seuls faisant foi)

(72/147/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13 juin 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾, et notamment son article 7 paragraphe 5,

vu le règlement (CEE) n° 376/70 de la Commission, du 27 février 1970, fixant les procédures et conditions de la mise en vente des céréales détenues par les organismes d'intervention ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2647/70 ⁽⁴⁾, et notamment son article 5 paragraphes 1 et 7,

considérant que par ses communications du 22 décembre 1971 et du 29 février 1972, le royaume de Belgique a informé la Commission de l'intention de son organisme d'intervention de procéder à une adjudication en vue d'une exportation de 7 089 tonnes de seigle ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

L'organisme d'intervention belge peut procéder, dans les conditions ci-après, à une adjudication permanente pour l'exportation de seigle détenu par lui.

Article 2

1. L'adjudication porte sur une quantité de 7 089 tonnes de seigle.

2. Les lieux dans lesquels les 7 089 tonnes de seigle sont stockées sont fixés à l'annexe.

Article 3

1. Les lieux pour lesquels le prix minimum de vente est à fixer, conformément à l'article 5 paragraphe 7 du règlement (CEE) n° 376/70, sont les suivants : les ports de la mer du Nord de la Communauté.

2. Les offres doivent être faites pour un ou plusieurs de ces ports.

Le soumissionnaire spécifie le ou les ports pour lesquels son offre est faite. Les offres s'entendent pour du seigle se trouvant dans les silos portuaires.

3. Les offres ne sont valables que si elles sont accompagnées d'une demande de certificat d'exportation assortie d'une demande de préfixation de la restitution déposée par le soumissionnaire pour la quantité correspondant à son offre selon l'article 5 paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 376/70.

Article 4

L'organisme d'intervention belge fixe, dans l'avis d'adjudication, les dates auxquelles les offres peuvent être déposées.

Entre la publication de l'avis d'adjudication et la première date fixée pour le dépôt des offres, un délai d'au moins 10 jours doit être respecté. La dernière date à laquelle les offres peuvent être déposées est fixée au 31 mai 1972.

Article 5

Le royaume de Belgique est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 15 mars 1972.

Par la Commission

Le président

Franco M. Malfatti

⁽¹⁾ JO n° 117 du 19.6.1967, p. 2269.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23.12.1971, p. 8.

⁽³⁾ JO n° L 47 du 28.2.1970, p. 49.

⁽⁴⁾ JO n° L 283 du 29.12.1970, p. 51.

ANNEXE

Lieux de stockage	Quantités stockées
Brugge	6 093 t
Antwerpen	996 t

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 15 mars 1972

relative à l'ouverture d'une adjudication permanente pour l'exportation de 10 765 tonnes de seigle détenues par l'organisme d'intervention néerlandais

(Le texte en langue néerlandaise est le seul faisant foi)

(72/148/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13 juin 1967, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾, et notamment son article 7 paragraphe 5,vu le règlement (CEE) n° 376/70 de la Commission, du 27 février 1970, fixant les procédures et conditions de la mise en vente des céréales détenues par les organismes d'intervention ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2647/70 ⁽⁴⁾, et notamment son article 5 paragraphes 1 et 7,

considérant que, par sa communication du 8 mars 1972, le royaume des Pays-Bas a informé la Commission de l'intention de son organisme d'intervention de procéder à une adjudication en vue d'une exportation de 10 765 tonnes de seigle ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du Comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

L'organisme d'intervention néerlandais peut procéder, dans les conditions ci-après, à une adjudication permanente pour l'exportation de seigle détenu par lui.

Article 2

1. L'adjudication porte sur une quantité de 10 765 tonnes de seigle.
2. Les lieux dans lesquels les 10 765 tonnes de seigle sont stockées sont fixés à l'annexe.

Article 3

1. Les lieux pour lesquels le prix minimum de vente est à fixer, conformément à l'article 5

paragraphe 7 du règlement (CEE) n° 376/70, sont les suivants : Rotterdam et Amsterdam.

2. Les offres doivent être faites pour l'un des ports visés au paragraphe 1. Le soumissionnaire spécifie le port pour lequel son offre est faite.

Les offres s'entendent pour du seigle :

- se trouvant dans les silos portuaires à partir desquels un chargement direct sur bateau de mer ou péniche est possible ou
- rendu non déchargé au lieu d'embarquement dans le port.

Les offres ne sont valables que si elles sont accompagnées d'une demande de certificat d'exportation assortie d'une demande de préfixation de la restitution déposée par le soumissionnaire pour la quantité correspondant à son offre selon l'article 5 paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 376/70.

Article 4

L'organisme d'intervention néerlandais fixe, dans l'avis d'adjudication, les dates auxquelles les offres peuvent être déposées.

Entre la publication de l'avis d'adjudication et la première date fixée pour le dépôt des offres, un délai d'au moins 10 jours doit être respecté. La dernière date à laquelle les offres peuvent être déposées est fixée au 31 mai 1972.

Article 5

Le royaume des Pays-Bas est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 15 mars 1972.

Par la Commission

Le président

Franco M. MALFATTI

⁽¹⁾ JO n° 117 du 19.6.1967, p. 2269/67.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23.12.1971, p. 8.

⁽³⁾ JO n° L 47 du 28.2.1970, p. 49.

⁽⁴⁾ JO n° L 283 du 29.12.1970, p. 51.

ANNEXE

Lieux de stockage	Quantités stockées
Rotterdam	5 100 t
Amsterdam	3 125 t
Zwijndrecht	2 540 t

